

puisque actuellement, il suit les traces du gouvernement précédent, il répète les mêmes scénarios.

De plus, c'est le premier gouvernement, depuis la Confédération, qui prévoit un déficit de cette ampleur, 39,7 milliards de dollars et ce, juste sous la barre psychologique des 40 milliards. Aucun économiste, aucun fiscaliste n'aurait osé faire une prédiction de la sorte.

Ce n'est sûrement pas uniquement avec un programme d'infrastructures à frais partagés entre les provinces et les municipalités que l'on réglerait tous les maux. Les villes doivent s'endetter pour pouvoir participer au programme.

Pour ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB en 1996-1997, le déficit devrait être ramené à environ 25 milliards de dollars. Les objectifs budgétaires du gouvernement sont aléatoires. Les mesures proposées n'annoncent pas ce qui avait été promis, c'est-à-dire des emplois. Le Budget présenté par l'honorable ministre des Finances est lacunaire et un trompe-l'oeil.

• (1525)

Le gouvernement, lors de son discours du Trône, avait annoncé ses intentions. Aujourd'hui, avec son Budget, le gouvernement annonce la couleur, la même d'ailleurs que son livre. Le Canada est dans le rouge et rien n'est fait pour combattre l'économie souterraine, l'emploi au noir.

[Traduction]

M. John Bryden (Hamilton—Wentworth): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député pour son intervention que j'ai trouvée très intéressante.

J'ai voyagé dans la région de Chicoutimi et de Jonquière, un très beau coin de pays.

J'ai cependant une question à poser au député dans le contexte de ce qu'il a dit à propos du fédéralisme. Je voudrais savoir s'il pense que les chômeurs de Chicoutimi et de Jonquière, dont il a décrit la condition à grand renfort de détails, s'en trouveraient mieux ou auraient de meilleures perspectives d'emploi dans l'économie réduite d'un Québec séparé.

[Français]

M. Fillion: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question et je dois lui répondre dans l'affirmative, puisqu'à ce moment-là un Québec souverain éliminera les chevauchements, le dédoublement, et nous pourrons, avec l'argent ainsi économisé, créer de l'emploi, investir dans notre province pour faire en sorte que les jeunes aient une formation adaptée à leurs besoins.

Une formation adaptée à leurs besoins, cela veut dire une formation qui pourra leur procurer des emplois stables, rémunérateurs, bien payés. Avec ces économies, au niveau des chevauchements seulement, on pourrait relancer l'économie de cette région.

Le Budget

[Traduction]

M. Ian McClelland (Edmonton—Sud—Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser au député une question qui me rend perplexe depuis quelque temps.

Dans bien des régions du Canada, on estime que le Québec est un net bénéficiaire des paiements de transfert versés par le Trésor fédéral au gouvernement provincial.

Le député pense-t-il que si ces transferts d'argent devaient être suspendus à l'égard d'un Québec indépendant, le bénéfice au chapitre du dédoublement des services serait supérieur ou inférieur au montant des paiements de transfert qui sont actuellement versés à la province?

[Français]

M. Fillion: Monsieur le Président, à cette question je répondrai qu'actuellement le Québec ne retire pas le même pourcentage des impôts que ce qu'il paye au gouvernement fédéral. Alors que nous représentons 25 p. 100 de la population canadienne, à peine 21 p. 100 de nos impôts nous est retourné. Vous voyez déjà là une iniquité qui, avec un Québec souverain, serait corrigée.

M. Maurice Godin (Châteauguay): Monsieur le Président, ce Budget est l'échec d'un gouvernement fraîchement élu, avec pourtant des promesses longues comme le bras.

Nous sommes devant le triste constat d'un double échec. Premièrement, ce gouvernement n'a pas su donner dès son premier exercice le coup de barre indispensable pour redresser les finances publiques. Deuxièmement, il n'a pas su non plus trouver les moyens nécessaires pour aider l'économie à se ressaisir. Il n'a su qu'enlever davantage aux moins bien nantis de la société, il n'a su qu'épargner les riches. Il a même aussi réussi à créer la controverse avec des décisions malheureuses comme celle de la fermeture du Collège militaire royal de Saint-Jean.

Le ministre des Finances aura eu beau tenter de démontrer, avec tous ses calculs, les efforts de coupures, peu de gens l'auront cru, pas les médias et surtout pas le monde ordinaire, car les grands chiffres sont là, implacables, sans aucune complaisance.

• (1530)

Ces chiffres nous disent que l'actuel Budget est encore déficitaire entre les revenus disponibles et les dépenses incontrôlées. Ce gouvernement va encore engraisser la dette accumulée de près de 40 milliards de dollars, ce qui signifie que c'est 40 milliards de dollars que le gouvernement dépense, produit en surplus de ce que les citoyennes et citoyens sont en mesure de contribuer. Dans ces conditions, que l'on ne vienne pas me parler de coupures ou d'efforts allant en ce sens. L'échec est là, visible, incontestable, car les dépenses totales continuent d'augmenter.

La situation de la dette de ce pays devient risible. Pendant que ce gouvernement va ajouter près de 40 milliards à la dette accumulée, il va en verser presque autant juste pour les frais encourus par cette dette accumulée. Autrement dit, nous approchons dangereusement du seuil critique où notre déficit annuel va correspondre uniquement aux frais de notre dette accumulée. Allons-nous bientôt devoir couper dans les dépenses publiques pour couvrir seulement les frais? Le ministre des Finances l'a avoué